

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 21 (1963)
Heft: [1]: La Suisse, l'URSS et l'Europe orientale

Artikel: Réflexions sur les relations culturelles de la Suisse avec l'URSS et les pays de l'Est européen
Autor: Lüthy, Herbert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-135628>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Réflexions sur les relations culturelles de la Suisse avec l'URSS et les pays de l'Est européen

HERBERT LÜTHY

professeur à l'Ecole polytechnique fédérale, Zurich

Les études qui précèdent se sont situées, me semble-t-il, dans la perspective d'une évolution en cours tant à l'intérieur du monde communiste que dans ses relations avec l'Occident et avec le Tiers-Monde, eux-mêmes en transformation, bref d'une situation internationale qui depuis dix ans n'a cessé d'évoluer; évolution qui s'est faite non dans le sens d'une polarisation de plus en plus totale entre deux blocs compacts groupés autour de deux puissances hégémoniales, mais au contraire dans le sens d'une dispersion, d'une diversification croissante et quelque peu anarchique. Les problèmes internationaux se réduisent de moins en moins au seul antagonisme entre l'Occident et le monde communiste, et cet antagonisme même n'a plus la simplicité d'un choc direct entre deux blocs absolument cohérents tel qu'il semblait s'annoncer à l'époque du Plan Marshall et du Kominform. Nous savions certes toujours que le monde occidental n'est pas un; mais nous constatons que le monde communiste lui-même n'échappe pas entièrement à cette tendance à la dispersion, à la diversification et à l'autonomie des parties. Il y a désormais un Extrême-Occident communiste qui s'appelle la Pologne, un Extrême-Orient communiste qui s'appelle la Chine, sans parler des hérésies et des avant-postes d'obédience équivoque, de Belgrade et de Tirana à La Havane; il y a désormais un problème des relations politiques, économiques, idéologiques, culturelles entre pays communistes divers qui ne vivent pas tous à l'heure exacte de Moscou, et dont les rapports avec les pays tiers, Occident ou Tiers-Monde, ne sont à leur tour pas absolument synchronisés. Pour notre sujet, cela veut dire que le problème n'est plus un, mais multiple, et qu'il est urgent de renoncer aux simplifications des visions du monde en noir et blanc.

Discuter de cette évolution du monde communiste, c'est déjà admettre que ce monde change et qu'il est divers; cela peut avoir l'air banal, mais récemment encore, cela n'allait pas de soi, ni pour les anticommunistes ni pour les communistes orthodoxes qui, avec des accents différents, affirmaient tous deux l'immutabilité et le monolithisme du bloc (ou du camp) communiste; aujourd'hui, des deux côtés, est admis ce qui est devenu trop visible pour être nié. Nous ne pouvons plus nous contenter de l'image de ce monde orwellien totalement et intrinsèquement totalitaire, ce monde concentrationnaire des

robots, des purges et des aveux, de la pensée réduite à des réflexes pavloviens, des hulements stridents d'optimisme et d'enthousiasme mécaniques qui faisaient froid dans le dos, ce monde que tant d'esprits pénétrants ont pu analyser comme un rêve paranoïaque, et qui était presque vrai il y a dix ou quinze ans. Jusqu'à nouvel avis, « 1984 » est derrière nous.

Non seulement ce monde communiste bouge, mais il est en crise profonde, crise de régime, de structure, et aussi de conscience ou, si vous préférez, d'idéologie; le processus entamé il y a bientôt dix ans et qu'on appelle déstalinisation aboutit en principe, inexorablement, à mettre en cause non seulement quelques tares accidentelles d'une tyrannie personnelle, mais les fondements mêmes du régime, la dictature du Parti et la dictature dans le Parti, le contrôle du pouvoir et de sa transmission, le droit de discussion qui est déjà presque le droit d'opposition, le droit à l'information et à la vérité historique, l'interprétation et la justification que se donne d'elle-même la société soviétique. Et certes, cette crise ne s'étale pas au grand jour, elle ne se manifeste guère que par symptômes aussitôt étouffés mais toujours renouvelés; malgré tout, voici bientôt dix ans que le régime s'efforce de tuer ce cadavre de Staline sans y parvenir, de répudier le passé sans en répudier l'héritage. Le voile parcimonieusement levé aux croyants sur les mensonges qu'ils ont crus et sur les crimes qu'ils ont applaudis suffit à semer le doute sans fournir de nouvelles certitudes; le Parti n'a pas toujours eu raison, donc il n'a pas toujours raison; il n'a pas toujours incarné la vérité du sens de l'histoire, donc il ne possède pas cette vérité sans partage; il a beaucoup admis, mais il n'a pas su expliquer comment ce qu'il a admis a pu se produire; l'explication paresseuse qu'il en donne, le culte de la personnalité, est une insulte non seulement au bon sens, mais à ses propres dogmes, au marxisme, au matérialisme historique, à l'interprétation du pouvoir comme instrument de classe; les exégèses khrouchtcheviennes sont une version proprement caricaturale de ce que des générations de marxistes ont ridiculisé comme idéalisme bourgeois, et cela est grave pour un régime qui ne connaît de justification qu'idéologique. Il est plus simple de se tenir dans le mensonge vigoureusement affirmé que dans la demi-vérité: c'est une pente glissante. Le régime soviétique est toujours tyrannique, il n'est plus paranoïaque, c'est-à-dire qu'il n'est plus inaccessible au raisonnement; il ne respecte toujours pas la vérité des faits, mais il cherche au moins la vraisemblance; il falsifie toujours l'histoire, et d'abord et surtout la sienne, mais il ne la décrète plus de toutes pièces, et même il cherche à la prouver. C'est peu, dira-t-on, et matériellement cela ne change pas grand-chose; je tiens que c'est beaucoup. Puisque nous nous plaçons sur le plan intellectuel, je dirai que le régime soviétique est devenu vulnérable à la vérité, ce qui est la condition indispensable, mais suffisante, du dialogue.

Ces remarques ne sont pas faites dans le sens d'un optimisme facile. Nous savons combien l'interprétation de cette évolution est aléatoire. J'hésite à parler de libéralisation quand un régime tyrannique s'est muni de quelques soupapes, et de liberté quand certains symptômes d'inquiétude des esprits arrivent à se manifester de biais, dans d'étroites marges de tolérance; rien ne prouve que ce changement de climat soit acquis, définitif, irréversible; rien ne garantit qu'à la première alerte, au prix de quelques convulsions, le régime soviétique ne puisse faire machine arrière et revenir à la terreur permanente

dont l'armature est toujours disponible ; la camisole de force s'est relâchée, elle n'a pas été enlevée. Quant à la coexistence — ce mot triste qui décrit un rapport entre choses et non entre hommes — nous savons bien qu'elle reste une coexistence entre systèmes foncièrement hostiles, et qu'elle n'est pour le régime soviétique qu'un pis-aller et une position d'attente. L'Union soviétique est toujours une puissante machine impérialiste au service d'une idéologie — ou qui se sert d'une idéologie — qui a juré la mort du monde dit capitaliste, et cette machine est, militairement et matériellement, plus forte que jamais ; et si l'idéologie du régime est en crise, cela ne veut nullement dire que ce régime devient par-là moins agressif ; l'histoire nous dit plutôt le contraire : c'est dans ses phases les plus dégradées, les plus bâtardes et les plus cyniques, après Thermidor, que la Révolution française s'est mise à conquérir le monde par la force. Enfin, la diversification du monde communiste et de ses relations avec l'extérieur n'est pas qu'une source de faiblesse, elle multiplie également les possibilités de manœuvre. Bref, rien de ces remarques ne doit obscurcir la donnée de base de notre débat. Nous nous trouvons en face d'un système qui, tout en évoluant, reste fondamentalement hostile aux institutions, au mode de vie, aux libertés et aux droits de l'homme tels que nous les concevons ; ce n'est pas de cette hostilité de base que nous discutons, c'est de notre comportement pratique face à ce régime qui, que nous le voulions ou non, existe, et face aux hommes qui, bon gré mal gré, vivent et travaillent sous ce régime.

M. Khrouchtchev a juré qu'au plus tard nos enfants seront communistes, et je ne doute pas qu'il ne soit prêt à tout faire pour qu'ils le soient. Eh bien ! nous aussi, nous sommes irrédentistes : nous voudrions, nous, que les enfants des citoyens soviétiques soient des hommes libres ; je n'ose pas dire que nous sommes prêts à tout faire pour qu'il le soient, mais s'il est vrai que nous le souhaitons nous avons à réfléchir à ce que nous pourrions faire pour y contribuer. M. Khrouchtchev est convaincu, et je ne doute pas de sa sincérité, que tant que le monde ne sera pas tout entier communiste il ne connaîtra pas de paix digne de ce nom et devra se contenter de cette coexistence hargneuse que nous connaissons. Inversement, je ne suis certainement pas le seul à penser que nous ne connaissons pas d'ordre international digne de ce nom tant que le régime communiste n'aura pas admis la pluralité du monde et concédé à ses sujets leur liberté de pensée et de connaissance individuelle. Ces deux propositions, au fond, se rejoignent : tant que le monde n'aura pas dépassé ce schisme qui sépare deux conceptions de l'homme, il ne vivra au mieux que d'une coexistence hostile, pénible et dangereuse. C'est dans cette perspective que je conçois les rapports intellectuels et humains entre les deux mondes. Je tiens pour exclu que ce schisme soit surmonté par la victoire physique d'un camp sur l'autre, et je ne vois donc d'espoir à longue échéance que dans une évolution intérieure du monde communiste dans le sens de la liberté et du pluralisme ; mais, qu'on partage ou non ce point de vue, ce n'est en tout cas pas du rapport de force physique que nous discutons ici, et j'exclus toute considération d'épreuve de force militaire ou de ses prolongements d'espionnage, d'intimidation et de chantage. Il n'empêche que dans le domaine qui nous occupe, c'est bien en termes d'épreuve de force spirituelle que je pose le problème. Il ne s'agit pas de biaiser devant un système qui n'admet que l'assentiment ou le refus ; puisque l'Union soviétique, par ses

porte-parole autorisés et par le nouveau programme de son Parti régnant, proclame que la coexistence a pour corollaire l'intensification de la lutte idéologique, pourquoi ferions-nous semblant de l'ignorer ? Il s'agit d'affronter le schisme et, si cela est possible, de chercher les voies pour le surmonter sans rien renier de ce qui nous est essentiel.

Cela posé, nous avons en principe le choix entre deux attitudes : ou bien le cordon sanitaire, réaction de défense ; ou bien la communication, mais alors systématique, offensive, envahissante.

Ce n'est pas que pour mémoire que je mentionne le cordon sanitaire : c'est l'attitude instinctive devant le danger, et c'est celle qui correspond au vœu d'une grande partie de notre opinion. Isoler le foyer d'infection, discréditer et boycotter moralement et matériellement les pays communistes sans distinction, faire le vide autour de leurs représentants ou sympathisants, en ne laissant subsister que les contacts officiels les plus indispensables et l'affrontement bruyant des propagandes que personne n'écoute plus. Il y a derrière cette attitude, si elle exprime autre chose que la peur, une philosophie de la guerre froide qui exige du monde libre lui-même une mobilisation totale et permanente. Sur le plan des principes, il serait possible d'en discuter longuement ; j'avoue que pour ma part, de toute ma conviction, je refuserais cette attitude intégralement négative même si elle était praticable, car je crois qu'elle est inassimilable à des sociétés libres, et surtout j'y vois une abdication spirituelle, un véritable défaitisme trop prompt à abandonner à leur sort et à leurs maîtres des peuples que le communisme a physiquement soumis, mais n'a pas conquis spirituellement ; je crois que notre tâche n'est pas de renforcer de notre côté les rideaux de fer, mais de tout faire pour les ébranler, les ébrécher, les percer jusqu'à ce qu'ils cèdent. Mais je pourrais aussi bien me contenter de constater que la politique du cordon sanitaire spirituel n'est pas praticable et, malgré des efforts parfois frénétiques depuis quarante-cinq ans, ne l'a jamais été pour l'Occident parce qu'elle suppose elle-même l'appareil policier d'un régime totalitaire.

Staline, dans la dernière décennie de son régime surtout qui était celle d'une brutale reprise en main idéologique et policière de l'Empire russe et de la mise au pas violente du domaine conquis, avait réussi à isoler presque complètement le monde communiste. Ses successeurs, non sans faire courir de très grands risques à leur système de domination, ont brisé cet isolement. Ce n'est pas l'Occident qui pourra le rétablir ; le voudrait-il, qu'il n'en trouverait les moyens de contrainte qu'en cas de guerre. Et j'ajoute que si, par hypothèse, les pays occidentaux parvenaient à couper leurs relations de toutes sortes avec les pays communistes, ils n'auraient réussi par-là qu'à s'isoler eux-mêmes du bloc soviétique, non à isoler celui-ci du vaste monde non aligné qui s'est développé depuis dix ans ; c'est-à-dire que dans les grandes masses de territoires et de populations d'Asie, d'Afrique et déjà d'Amérique latine, où l'Est et l'Ouest sont en contact et en compétition permanente, et où la balance oscille entre société libre ou totalitaire, cet auto-isolement ne servirait de rien et probablement desservirait l'Occident. Par l'existence même du Tiers-Monde, nous sommes contraints à l'affrontement, à la compétition, donc au contact et à la communication.

Or, soyons nets ; le cordon sanitaire, pour être efficace, doit être intégral. Si nous n'allons pas au bout de ce concept, si nous ne rompons pas radicalement tout contact

humain et spirituel aussi bien que matériel, mais refusons simplement d'en établir de notre côté et de notre initiative sans pouvoir empêcher ceux qu'établit le monde communiste en profitant de la perméabilité de nos sociétés libérales, nous choisissons la pire solution : les grands mots et les grands gestes fracassants de défense intégrale ne cacheront alors que la paresse d'esprit, la confusion et la passivité ; renonçant à l'action, nous laisserons l'initiative des contacts culturels et intellectuels aux gouvernements communistes et aux agents, admirateurs ou sympathisants qu'ils trouveront toujours en Occident. Renonçant pour notre part à une politique de présence à l'Est, nous aiderons ainsi nous-mêmes à faire de ces contacts que nous ne pourrions empêcher une voie unique d'infiltration en direction de l'Occident, et nous laisserons même aux chefs soviétiques l'avantage de se poser en libéraux face au maccarthysme.

C'est ainsi, en effet, que les choses se passent trop souvent. C'est surtout l'image accablante que présentait l'Occident à l'époque du dégel poststalinien : ayant perdu la foi que sur le plan humain, c'est la liberté, la pensée libre, la création spontanée, la recherche sans œillères, bref l'hérésie qui est contagieuse et non la tyrannie, obsédé par la vision d'un empire communiste peuplé de robots déshumanisés au service d'une conspiration démoniaque, pris d'une peur panique que la rencontre entre les deux mondes ne profite à la propagation du communisme, l'Occident, devant la débâcle de l'idéologie communiste qui, en Pologne, en Hongrie et jusqu'en Russie même se révélait vulnérable aux idées de liberté, se montrait incapable de comprendre, d'agir, et même de concevoir une action quelconque — et je répète que je ne parle pas d'action militaire — de sorte que la défaite spirituelle du communisme s'est doublée d'une faillite d'un anticommunisme qui n'était que repli myope, confortable et égoïste. En 1956, une page a été tournée. L'Occident en tant que bloc de puissances a renoncé à mettre en question l'empire physique du régime communiste sur les hommes soumis à sa domination, même quand ces hommes étaient en révolte ouverte et appelaient à l'aide ; l'Union soviétique a employé la force physique brutale pour mater l'insurrection et arrêter les défections, mais elle n'a pas entrepris de rétablir l'unité totale et l'isolement intégral.

Depuis lors, une phase de la guerre froide est terminée, avec les thèmes de propagande qui y correspondaient, même s'ils hantent encore quelques esprits chez nous et ailleurs. Dans le conflit Est-Ouest, l'aspect classique d'antagonisme entre grandes puissances armées se disputant les zones de domination et d'influence l'emporte désormais sur l'aspect de guerre idéologique. L'Empire soviétique apparaît désormais aux hommes simples de partout comme un empire puissant qui a établi son hégémonie sur une partie importante du monde, non comme une révolution en marche ; il en impose à ceux qui admirent la puissance par sa force, par ses réalisations techniques, par certaines réussites matérielles d'une société planifiée, par l'affirmation bruyante de sa certitude de victoire finale ; mais spirituellement il ne rayonne pas, il a perdu sa fascination d'entreprise millénariste, il exerce les séductions de la puissance et de la peur, non celles de l'espoir. Cela est vrai pour les pays d'Occident, y compris de l'Occident communiste où l'Union soviétique n'est guère présente que par la force ; mais c'est de plus en plus vrai également pour les pays du Tiers-Monde : si je me rappelle combien de pays de l'Asie

du Sud-Est, du Moyen-Orient et d'ailleurs ont été considérés comme inexorablement voués à la conquête communiste à un moment ou l'autre de ces dernières années, et combien peu de ces prophéties de malheur se sont vérifiées, il me semble que jusque dans les régions de la misère et de la faim on a appris à distinguer dans les grandes puissances communistes des puissances impériales qu'il peut être utile de jouer contre d'autres, mais qu'on a de bonnes raisons de craindre comme les autres. L'Union soviétique a cessé d'être une idée incarnée en devenant une puissance mondiale. Je ne nie pas la menace politico-militaire du bloc soviétique pour l'Occident, je nie le danger de contagion idéologique. Vienne a vécu pendant dix ans avec l'occupation soviétique, et aujourd'hui encore l'occupation soviétique est à moins de 50 km. de Vienne, mais Vienne est comme si les Russes n'y avaient jamais été.

Tout cela devrait nous permettre à nous aussi de distinguer les deux plans du conflit, le conflit de puissance et le conflit idéologique, et de ne pas confondre la contestation de positions stratégiques et de zones d'influence avec le débat entre deux conceptions de l'homme, de la société et de l'histoire ; les deux, aujourd'hui, ne se recouvrent plus, s'ils se sont jamais recouverts. Ce débat d'idées, ce n'est pas nous qui avons à le craindre, ce sont les chefs communistes qui aujourd'hui encore s'efforcent de le ligoter, de le contrôler, de le réduire à des échanges de manifestations et de délégations officielles, surveillées, encadrées par des fonctionnaires aux leçons apprises, d'en exclure toute spontanéité et tout contact personnel suivi. Ce n'est que dans ce cadre de tournois de propagande et de disputes publiques où jamais rien n'est approfondi que l'Etat communiste peut déployer ses avantages apparents et tant redoutés d'organisation dont ne dispose qu'un Etat totalitaire, et qu'il peut réussir à mettre en face d'hommes de bonne foi souvent naïfs des idéologues de choc entraînés à leur tâche ; tant que nous laissons l'initiative à l'Est, nous évoluons parmi les chausse-trapes et les astuces préfabriquées. C'est à nous de pousser les contacts au-delà de ce point mort, de les rendre systématiques et approfondis, de faire éclater ces cadres étriés et officiels où l'Est voudrait les maintenir, et de dépasser patiemment les polémiques stériles de la guerre froide. Si nous distinguons ces deux plans, nous saurons aussi distinguer les hommes, non seulement ceux d'en face, mais aussi ceux de chez nous. Il y a des hommes et des régimes frénétiquement hostiles au communisme et à l'Union soviétique qui eux-mêmes ne répugnent nullement aux idées et aux méthodes totalitaires ; ceux-ci peuvent être à la rigueur des alliés d'un bloc antisoviétique, intellectuellement et moralement ils n'ont rien de commun avec nous. Il y a des hommes qui restent sensibles à l'inspiration originelle du projet de société communiste, cette vieille idée-force qui traverse l'histoire spirituelle de l'Occident, ou qui continuent de se réclamer de Marx et du marxisme comme philosophie ou comme instrument d'analyse dans leur critique des sociétés occidentales ; rien ne nous oblige à voir en eux des agents stipendiés du Kremlin et de leur refuser le dialogue dans une commune recherche de critères communs de la vérité. Ce dialogue, de toutes façons, ne cessera pas tant que nos sociétés resteront libres et imparfaites, et ce n'est pas en coupant nos relations avec l'Est que nous l'arrêterons ou que nous le rendrons inoffensif ; car ce n'est pas de Moscou ou de Prague que nous viennent les idées subversives. Le marxisme orthodoxe, arrêté et stérilisé tel qu'il est

enseigné en Union soviétique a en réalité perdu toute force même de propagande; cette doctrine jamais remise à jour, dégradée en idéologie qui a cessé d'être pensée, n'est plus capable d'analyser et donc de critiquer les sociétés occidentales, ni d'ailleurs celles du Tiers-Monde ni surtout la société soviétique elle-même, elle ne mord plus nulle part sur la réalité, et les caricatures grotesques qu'elle fournit ont perdu même ce degré infime de ressemblance qui leur donnerait une efficacité de polémique; la moindre rencontre avec le réel les ridiculise. Ce n'est pas de Moscou, c'est des centres intellectuels de l'Occident que nous vient ce qui reste de vivant et d'agissant dans le marxisme d'aujourd'hui; nos intellectuels de gauche ne se nourrissent ni du *Kommunist* ni des *Voprossi Filosofii*, mais d'auteurs aussi abhorrés à Moscou que Jean-Paul Sartre ou Ernst Bloch, ou des écrits condamnés de Lukacs. Cela, nous ne pouvons pas l'empêcher sous peine de nous renier nous-mêmes; la discussion, la critique, la condamnation même la plus véhémement de nos sociétés occidentales se produisent à l'intérieur même de ces sociétés et font partie intégrante de leur vie spirituelle; nous avons fait de la remise en question permanente de nos institutions une partie même de nos institutions, et les poisons intellectuels qui pourraient nous venir de l'Est sont bien évaporés en comparaison de ceux que nous distillons nous-mêmes et contre lesquels nous sommes passablement immunisés. Je dirais même que le contact avec le marxisme vivant et, par conséquent, hérétique de l'Occident est plus dangereux pour l'orthodoxie soviétique qu'il ne l'est pour nous. Nos sociétés admettent l'hérésie intellectuelle et artistique; de ce seul fait, pour l'orthodoxie idéologique soviétique, tout contact vivant avec l'Occident est semeur d'hérésies; ces contacts, pour nous, il n'y en a pas trop, il y en a trop peu, et il faudrait saisir toutes les possibilités de les élargir et de les multiplier à travers les fronts figés de la guerre froide.

Il me semble qu'à cet égard une sorte d'unité de doctrine commence à se dégager depuis quelque temps en Occident. Je ne prétends certes pas qu'une offensive systématique de pénétration intellectuelle et culturelle se soit développée, et je déplore toutes les possibilités non saisies faute d'imagination; pour donner un exemple un peu extravagant, je me suis souvent demandé pourquoi, après avoir benoîtement reconnu la souveraineté intérieure et extérieure de l'Ukraine et de la Biélorussie soviétiques, qui siègent comme nations indépendantes aux Nations Unies, les puissances occidentales n'en ont pas profité pour établir des ambassades nombreuses à Kiev et à Minsk, avec grand renfort de services de presse, d'attachés culturels, commerciaux et autres; cela aurait beaucoup embarrassé Moscou, et aurait fait infiniment plaisir aux Ukrainiens et aux Blancs-Russes. L'Occident continue de réagir bien plus qu'il n'agit, mais au moins ces réactions ont cessé d'être empreintes d'un complexe d'infériorité. Dans le domaine des échanges culturels, universitaires, scientifiques et techniques, les Etats-Unis, depuis 1958, sont allés plus loin que tout autre pays d'Occident, et ne semblent pas en pâtir; tout jugement de valeur mis à part, les Etats-Unis sont parfaitement imperméables à la doctrine communiste, alors que la Russie qui vit sous le slogan d'atteindre et de dépasser l'Amérique, n'est nullement imperméable à l'américanisation. Plus significative me semble l'attitude des Eglises, catholique aussi bien que protestantes: la renonciation à l'anathème sommaire d'un côté, l'accueil fait à l'Eglise orthodoxe russe au Conseil œcuménique des

ailleurs que du côté de l'Est ; et alors même, pour saper nos certitudes, nous avons nos propres très grands auteurs, théologiens ou auteurs dramatiques, cent fois plus explosifs que tout ce que l'étranger pourrait nous envoyer.

Mais, en vérité, il ne s'agit pas de crainte, et j'insulterais gratuitement l'anticommunisme militant tel qu'il se manifeste surtout en Suisse alémanique en le définissant comme une réaction de peur. Il s'agit bien d'autre chose : d'une tradition de défense intransigeante et de repli farouche sur nos propres valeurs qui s'est formée à l'époque de notre voisinage sinistre avec le Troisième Reich. C'est une tradition que nous ne renierons pas. Il n'y a pas de doute que ce contact intimement hostile avec un régime totalitaire si proche a marqué la Suisse alémanique d'une expérience qui fait un peu défaut en Suisse romande et qui explique la persistance de certains réflexes devant toute idéologie totalitaire. Mais méfions-nous de cette étiquette de totalitarisme qui nous permet trop facilement, trop paresseusement, d'identifier nazisme et communisme. L'erreur est double.

Sur le plan pratique, dans les années 1933-1945, l'intensité de la réaction défensive était proportionnelle au danger qui résultait de la communauté de langue et de culture, de la multiplicité des liens humains, familiaux, intellectuels et matériels des deux côtés du Rhin et, dans de nombreux domaines tels que l'enseignement supérieur et la vie culturelle, d'une véritable dépendance à l'égard de l'Allemagne ; facteurs qui faisaient de cette séparation un déchirement violent et douloureux, presque la rupture d'un cordon ombilical. Je n'hésite pas de dire qu'il a fallu à la Suisse alémanique une sorte de terrorisme moral, une détermination dure de faire le vide autour de tout représentant ou sympathisant du Herrenvolk parent, pour accomplir cette rupture qui n'est pas encore guérie. Rien de tel à l'égard de la Russie et de l'Europe de l'Est : la Suisse moyen vient à peine d'apprendre qu'ils existent, et si nous discutons de contacts avec ces pays, c'est à partir de leur absence, non de leur présence trop envahissante.

D'autre part, sur le plan spirituel, j'affirme qu'il n'y a pas de comparaison possible entre la nullité intellectuelle et morale de la doctrine hitlérienne qui, dans l'histoire de l'humanité, n'aura été qu'un accès de démence obscène, et l'utopie communiste qui est un des grands courants d'inspiration de l'esprit occidental, aux sources profondes, multiples et lointaines, utopie qu'aucun pays de l'Est ne prétend d'ailleurs avoir réalisée, même si l'Union soviétique annonce son avènement proche. La crise spirituelle du communisme au pouvoir qui était toujours sous-jacente dans son histoire, dans ses déchirements et dans ses purges, et qui est aujourd'hui patente, c'est toujours la contradiction entre le projet noble et la réalité abjecte, entre le but et les moyens, entre l'inspiration humaniste et la technique du pouvoir totalitaire, entre la foi et le fait. Car, comme de dit expressément le nouveau programme du Parti communiste soviétique, la société communiste, à la différence de toutes les sociétés historiques formées spontanément, se veut précisément une société consciemment inventée et construite ; dans la doctrine communiste, l'homme est une chose qui reste à faire. Là, dans le défi jeté à la spontanéité du processus social, est son problème fondamental, et ce problème vaut réflexion, car nous ne devrions pas croire trop facilement que le modèle occidental de société livrée à la spontanéité et même à la pagaïe des désirs matériels soit d'emblée et indiscutablement

ils valent aussi pour la Suisse. Il faudrait des raisons très graves pour justifier une politique suisse du cordon sanitaire alors que partout ailleurs cette politique est abandonnée. Ces raisons existent-elles ?

Pour ce qui est de notre politique internationale, la Suisse, en tant qu'Etat neutre, et nos autorités font actuellement de grands efforts pour revaloriser cette neutralité en la définissant non sur le plan régional, c'est-à-dire petit-européen, mais mondial ; ce qui veut dire que la Suisse est neutre dans le conflit entre bloc occidental et bloc communiste. Cette neutralité officielle — nous sommes tous d'accord sur ce point — n'engage nullement le citoyen et l'opinion suisses à une neutralité idéologique et morale. Elle devrait néanmoins nous inciter, me semble-t-il, à quelques distinctions. Notre opposition au communisme en tant que régime et doctrine, je dirais presque qu'elle va de soi puisqu'elle découle tout simplement de notre adhésion aux libertés de l'homme et du citoyen, et elle n'a de valeur à mes yeux que pour autant qu'elle en découle, car l'anti-communisme comme tel ne signifie rien. Cette opposition au communisme, ne la confondons pas trop allégrement avec un alignement inconditionnel sur les fronts de la guerre froide et avec un refus sommaire de tout ce qui vient des pays de l'Est, qu'il s'agisse d'hommes, d'œuvres d'art, de jouets d'enfants ou de découvertes scientifiques. Tout citoyen, certes, est libre de boycotter pour sa part tout produit et toute manifestation des pays de l'Est, comme il est d'ailleurs libre de boycotter l'Egypte ou l'Espagne selon ses convictions ; mais qu'un tel boycott soit imposé par des autorités, même locales, ou par une pression organisée est absolument contraire à notre raison d'Etat. Il n'est pas possible de proclamer à la fois que notre neutralité universelle nous interdit de nous joindre à l'Europe atlantique, et en même temps de nous montrer plus engagés que les puissances atlantiques elles-mêmes dans le conflit Est-Ouest. La distinction entre prises de position idéologique et manifestations de guerre froide est certes difficile face à un régime qui se prétend l'incarnation d'une idéologie universelle ; mais elle n'est pas tellement plus difficile, au fond, que ne l'est pour le monde extérieur la distinction entre la neutralité de notre pays et la belligérance de notre opinion. Disons donc qu'au mieux notre neutralité n'a rien à voir avec le problème qui nous occupe ; en tout cas elle ne fournit certainement pas de raison pour une politique de cordon sanitaire. A moins qu'il ne s'agisse d'un effet de compensation psychologique et qu'au fond nous ayons mauvaise conscience de notre neutralité et de notre réalisme politique ; mais je préfère ne pas faire ici de la psychanalyse.

A défaut de notre situation internationale, notre situation intérieure, politique ou sociale, nous impose-t-elle de craindre l'infection communiste plus que ne le font nos voisins des quatre points cardinaux ? Là, je n'ai guère besoin d'insister : le danger de subversion communiste intérieure, chez nous, est inexistant ; que la stabilité intérieure de la Suisse puisse être mise en danger par l'apparition de quelque ballet russe, d'un cirque chinois, de dessins animés tchécoslovaques ou de musiciens polonais ou même par des conférences d'écrivains, de philosophes, d'économistes ou d'entomologistes venus de l'Est, il est ridicule de le supposer ; la loyauté de notre peuple à l'égard de son pays n'a pas besoin d'une telle tutelle. Là aussi, d'ailleurs, j'ajoute que pour nous garder des pénétrations d'idées les plus subversives il faudrait établir des cordons sanitaires

Eglises de l'autre. Que nous salvions ou non cette évolution, il faut en tout cas constater le fait : du côté de l'Occident la politique du cordon sanitaire a vécu, et c'est la recherche du dialogue sur tous les plans qui a succédé à la fuite du dialogue.

*

J'ai été long, et je m'en excuse. Je serai plus bref en posant le sujet propre de mon article : la Suisse et les relations culturelles avec le monde communiste. Ce problème se pose-t-il donc à la Suisse autrement qu'aux autres pays occidentaux ? A entendre les discussions souvent véhémentes de ces dernières années qui n'ont guère de parallèle ailleurs, il faudrait penser que oui ; mais en quoi consiste cette particularité de notre cas ? Est-ce simplement que le citoyen suisse, surtout au nord de la Sarine, a plus de vertu civique et qu'à la différence de tant d'autres gens, ayant reconnu le mal, il refuse strictement toute communication avec le malin ? Je crois, sans aucune ironie, qu'il y a cet élément de rigueur morale dans nos attitudes publiques, et sur le plan de l'absolu je voudrais m'en féliciter. Mais j'y vois aussi un danger grave : l'absolu n'est pas de ce monde, le mal n'est jamais le mal intégral et sans mélange, un régime ne saurait subsister pendant quarante-cinq ans sans avoir des réalisations positives à son bilan, et le bien que nous lui opposons n'est jamais qu'un bien relatif. En coupant nos relations avec le monde communiste nous ne pouvons que perdre le contact avec les réalités infiniment complexes de ce monde immense, divers et mouvant ; nous nous en ferons une image schématique et abstraite, démoniaque et irréaliste, qui au premier contact avec le réel ne peut que s'écrouler en nous laissant désarmés : c'est-à-dire que nous risquons de nous mettre exactement dans la situation du citoyen soviétique endoctriné et coupé du monde extérieur, et dont la foi de charbonnier serait mise en péril par toute rencontre non surveillée avec la réalité dite capitaliste. Dans quelques parties de notre pays nous en sommes à ce point qu'il faut éviter au public la bouleversante surprise de voir que les Russes font du bon théâtre très classique, de beaux films très vertueux et sentimentaux, et qu'ils ne sont pas entièrement dépourvus de culture, d'humour et d'humanité. Il est dangereux d'être si assurés en vase clos.

Nous nous plaignons de ce que nos gens soient en général si ignorants du communisme et si mal préparés aux débats idéologiques qu'on ne peut risquer de les laisser s'aventurer avec l'Est ; mais c'est précisément parce qu'ils sont si bien préservés qu'ils sont si ignorants, car nous ne pouvons guère leur demander d'étudier de près ce contre quoi nous ne cessons de protéger leur virginité intellectuelle. C'est un cercle vicieux, que ne vient briser que l'attrait du fruit défendu : la réaction de ceux qui, par curiosité intellectuelle, par non-conformisme ou même par besoin d'aventure, veulent voir par eux-mêmes, à leurs risques et périls, je la trouve parfaitement saine. A plus forte raison doit-il être permis que les spécialistes de toutes les branches de la culture, de l'éducation et de la science rencontrent leurs homologues des pays de l'Est ; la contribution du monde communiste dans tous ces domaines est assez grande pour que nous ayons tout intérêt à en prendre connaissance. Je ne vais pas répéter en particulier ce que j'ai exposé en général : dans la mesure où mes arguments contre une défensive défaitiste ont une valeur,

convaincant. Si nous acceptons de penser ce problème, ou ces deux problèmes complémentaires, si nous ne ramenons pas le débat aux polémiques primaires d'efficacité et de niveau de vie quantitatifs, nous découvrirons qu'entre le projet communiste et nous il reste trace de langage commun, d'origines et de valeurs communes qui peuvent rendre le dialogue possible et fertile; alors que le nazisme, qui posait la force brutale comme but et se servait de la force brutale comme moyen, n'a jamais connu ni cette problématique ni ces crises. Face à l'Est, prenons garde en niant toute communauté d'origine spirituelle et donc toute possibilité de dialogue, de ne pas renier une partie de notre propre héritage qui — faut-il le rappeler dans l'année Jean-Jacques Rousseau? — ne se réduit pas aux seuls apophtegmes du libéralisme pragmatique. Enfin, l'expérience communiste se poursuit dans le même monde que la nôtre, depuis quarante-cinq ans les deux se heurtent et s'entre-influencent, et se trouvent présentement confrontées tous deux avec certains problèmes qui sont communs à l'humanité du ^{xx}e siècle; il ne nous est pas permis à nous d'abandonner l'espoir que le débat, si nous le poussons assez loin dans la sincérité, puisse dépasser un jour la querelle stérile non par le compromis, mais par la connaissance. Et au pire, il nous servira à connaître l'autre et, par-là, à nous connaître mieux nous-mêmes: ce danger-là, si c'est un danger, nous devons l'affronter sous peine d'abdication.

Voici donc ma position de principe. Sur le plan pratique, nous aurons sans doute à parler des difficultés bien connues et parfois exaspérantes que présente le dialogue avec l'Est, difficultés qui vont de l'ennui mortel de certaines interventions de pure propagande, jusque dans les congrès scientifiques, dans lesquelles excellent surtout les représentants de certains pays satellites qui ne parlent point pour convaincre mais pour se faire bien noter en haut lieu, jusqu'à la parfaite mauvaise foi de certains fonctionnaires experts en manipulations de comité et de coulisse; tout cela est plus souvent irritant que vraiment dangereux, mais cela compte, et cela décourage parfois les meilleures volontés. Je crois que, sauf cas désespérés, la bonne méthode est de ne pas reculer devant l'obstacle, mais de le déborder, de ne jamais chercher le compromis boiteux ou la demi-vérité apaisante, mais d'opposer patiemment la sincérité à l'astuce — et, mon Dieu, cela exige aussi de n'être ni moins instruit ni moins adroit que le partenaire. Mais sans doute n'y a-t-il pas de recette générale applicable à tous les cas, à toutes les rencontres, et surtout ni les problèmes ni les difficultés ne sont les mêmes à l'égard de tous les pays de l'Est, ni de tous leurs représentants: il faudrait élaborer une casuistique de ces relations, selon qu'il s'agit de la Pologne, de l'Union soviétique ou de la République démocratique allemande, selon qu'il s'agit de rencontres et d'échanges dans le domaine des sciences exactes ou techniques où l'idéologie n'intervient qu'en marge et de moins en moins, dans le domaine des sciences de l'homme qui sont au vrai centre du débat et qu'il est indispensable d'affronter avec une conscience claire des options philosophiques fondamentales, enfin dans le domaine artistique où, paradoxalement, le dogme soviétique de l'art mis au service de l'éducation morale et civique est tellement plus proche des conceptions de nos antimodernistes les plus conservateurs ou même réactionnaires que de celles de nos avant-gardes de gauche; ni les règles du jeu ni l'objet du débat ne sont les mêmes à ces divers échelons, et chacun y apportera son expérience.

Mais nous aurons aussi à parler des difficultés particulières qui viennent du côté suisse, et qui nous regardent de plus près. Puisque nous sommes face à une Kultur dirigée et assujettie à la raison d'Etat, il est naturel que nous sentions le besoin d'établir une stratégie des contacts avec l'Est, d'insister sur des garanties de réciprocité des échanges, des libertés d'expression accordées, des opportunités offertes, que même nous rêvions de former nous aussi des cadres idéologiques à opposer à ceux d'en face ; et là il nous faut prendre conscience de nos limitations de principe et de fait. Limitation de principes : nous devons tout faire pour encourager l'étude des pays de l'Est, les études politiques, et en général la prise de conscience des problèmes posés par le grand schisme dont j'ai parlé ; nous ne pouvons ni ne voulons opposer à l'Est un front idéologique fermé et encadré ; nous ne pouvons y représenter que ce que nous sommes, une société qui, contrairement à celles de l'Est, fait confiance à la spontanéité, à la recherche libre et au doute systématique. Limitation de fait : notre gouvernement fédéral est presque sans moyens d'intervention positive, et il lui est difficile par exemple, d'exiger une réciprocité qu'il n'est pas en état d'assurer de son côté. L'autonomie de nos institutions scientifiques, culturelles, universitaires, cantonales ou privées, nous fait agir ou ne pas agir en ordre dispersé ; nous n'avons pas d'organisme muni d'assez d'autorité et de moyens d'action et d'accueil pour assurer qu'à une invitation ou offre venue de l'Est réponde une invitation ou offre suisse. Une direction de police cantonale, par le biais d'un refus routinier de permis de travail, peut bannir en permanence de son domaine tout artiste ou toute manifestation culturelle de l'Est ; une association privée, celle des exploitants de cinéma, section alémanique, par simple recommandation, peut depuis des années exclure des écrans tous les films de l'Est, pourtant si puritains, si édifiants si chastes qu'on se croirait reporté à l'époque victorienne — sauf s'il s'agit d'une réalisation tellement exceptionnelle et couronnée de tant de prix internationaux qu'elle force pour ainsi dire l'admission et alors naturellement fait sensation — tandis que nos salles obscures restent réservées aux navets, aux vomissements, aux horreurs et aux hypocrisies putrides de la production commerciale d'Hollywood et d'ailleurs ; sélection à rebours qui, soit dit en passant, constitue une étrange propagande pour le monde libre ; enfin, un comité d'action fait la collecte pour empêcher que notre bandemonstre à l'honneur de notre héros national ne soit exportée en Russie, seul pays qui s'en soit montré friand, alors que partout ailleurs une telle exportation serait encouragée et subventionnée au titre de propagande nationale ; bref, en examinant le problème du côté suisse nous tomberons en pleines histoires de Seldwyla. Si donc nous choisissons non le cordon sanitaire, mais la communication et l'initiative, il me semble que la première chose à faire est d'agir sur notre propre opinion publique afin de lever ce veto ou cette suspicion systématique contre tout contact humain, intellectuel ou artistique avec l'Est qui est actuellement l'obstacle primordial à toute action positive : il faut convaincre le Suisse moyen que ces contacts peuvent être légitimes, nécessaires et utiles, que nous pouvons les affronter sans complexe d'infériorité, qu'ils ne mettent pas la patrie en danger, et que l'intérêt du monde libre et du monde tout court est de supprimer et non de dresser des barrières spirituelles. La Suisse est ainsi faite que sans cet assentiment de l'opinion nous ne pouvons pas faire grand-chose d'utile.

